



INTERNATIONAL GOVERNANCE INSTITUTE
DRC Program
20 Av de la poste-Bukavu-DRC
GSM +243 81.48.65.773 & +243 99.08.64.206
igi.drcprogram@gmail.com
Website: www.igi-integrity.com

RAPPORT FINAL

1 septembre 2011-31 Avril 2012.

Projet de lutte contre la corruption et les violences en milieux
universitaires-BUKAVU



Avec l'appui financier de la DDC-SUISSE

SIGLES ET ABREVIATIONS.

1. ESU : Enseignement Supérieur et Universitaire
2. UCB : Université Catholique de Bukavu
3. ISDR : Institut Supérieur de Développement Rural
4. ISP : Institut Supérieur Pédagogique
5. ISTM : Institut Supérieur de Techniques Médicales
6. UEA : Université Evangélique en Afrique
7. UNIC : Université du Centre de Promotion en Management et Développement
8. USK : Université Simon Kimbangu.
9. UOB : Université Officiel de Bukavu
10. IGI : International Governance Institute
11. DDC : Direction du Développement et de la Coopération
12. DG : Directeur Général

CONTENU

1. INTRODUCTION.....	1
2. DE LA RATIONALITE DU PROJET.....	2
3. ETAT DE LIEU ET CONTEXTE DU PROJET.....	3
3.1 Les problèmes attaqués et opportunité saisie.....	3
3.2. Capacités et vulnérabilités des acteurs impliqués.....	4
4. LES PARTENAIRES DU PROJET.....	4
4.1 Le Club des journalistes sensibles aux conflits.....	4
4.2 Les radios locales.....	4
4.3 La presse écrite.....	5
4.4 Les autorités politico-administratives.....	5
4.2 Les universités.....	5
5. INTEGRATION DU PROJET AVEC D'AUTRES PROGRAMMES.....	5
5.1 Les Thèmes transversaux exploités.....	5
5.2 La participation.....	5
5.3 La prévention des violences et de la corruption.....	6
5.3 La protection des victimes d'abus.....	6
5.4 La répression.....	6
6. HYPOTHESE ET GESTION DES RISQUES.....	7
6.1 Gestion des informations.....	7
6.2 Du sondage et du rapportage des activités.....	8
6.3 Réflexion et apprentissage.....	8
6.4 Pérennisation et plan de sortie.....	8
7. LES THEMES ET LES CONCLUSIONS.....	9
Thème 1. La corruption, une réalité au sein des universités.....	9
7.1. La corruption chez les professeurs attitrés.....	11
7.2. La corruption chez les chefs des travaux.....	11
7.3 La corruption chez les Assistants.....	11
Thème 2. Phénomène « manque de cote au sein des universités ».....	12
7.4 Causes réelles de manque de cote dénoncées par IGI.....	13
7.5 Règlement des cas de perte de notes.....	16
Thème 3. La vente de syllabus.....	16
Thème 4. Les Points Sexuellement Transmissibles.....	18
Thème 5. Faibles mécanismes de suivis du gouvernement dans la gestion des universités.....	20
8. LES INDICATEURS DE PERFORMANCES DU PROJET.....	22
8.1 Engagement des étudiants.....	22
8.1.1 Les théâtres.....	22
8.1.2 Les focus.....	22
8.1.3 Les spots publicitaires.....	24
8.1.4 Les émissions Radios.....	26
8.1.5 Les émissions télévisées.....	26
8.2 Engagement des professeurs et corps académiques.....	26
8.2.1 Quelques mesures répressives encouragées par IGI.....	27
8.2.2 Les formations sur le vad mecum de l'ESU.....	28
8.3 Plaidoyer auprès des Ministères et autres divisions.....	28
9. VERS UNE DENONCIATION PLUS ACCRUE DE LA CORRUPTION.....	28
9.1. Renforcement du dialogue entre étudiants et autorités.....	29
9.2. Utilisation des boîtes à suggestion.....	29
9.3 Utilisation des panneaux d'information publique.....	29
10. NIVEAU DE PRIORITE D'AGIR SUR LA CORRUPTION.....	29
11. INITIATIVES DES ACTEURS DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.....	30
12. APPEL A L'IMPLICATION DE L'AUTORITE PUBLIQUE.....	30
13. VERS UN ENGAGEMENT DES ACTEURS.....	30
14. OPPORTUNITES/QUE FAIRE.....	31
CONCLUSION.....	32

I. INTRODUCTION

Au cours de 8 mois IGI s'est atteler à réaliser les objectifs qui étaient prévus dans le projet de lutte contre la corruption et les violences en milieux universitaires. Au vu de la sensibilité de la thématique dans ces milieux, l'équipe du projet a pris soin d'étaler les activités sur deux grandes phases : la première phase a consisté à asseoir le projet dans sa zone d'exécution de sorte à ce que les acteurs prennent conscience du problème et acceptent d'ouvrir le débat sur celui-ci, en écoutant d'une part les victimes de ces pratiques, les causes et les conséquences ; d'autre part les enseignants. Cette stratégie à susciter la curiosité sur la thématique et le tabou a été progressivement brisé grâce à des formations, aux tribunes d'expression populaire, aux théâtres, aux émissions radio et télévisées.

Dans la deuxième phase, l'accent a été particulièrement mis sur les médias sentis comme des outils efficaces dans l'éveil de la conscience des milieux académiques. Les témoignages des étudiants, des enseignants, ont été rendus publique sous forme des magazines et reportages. En outre, le projet a fini par faire reconnaître les points focaux du côté des enseignants et étudiants qui pourront assurer le monitoring des acquis du projet et fournir une base des données pouvant permettre aux acteurs de savoir le niveau d'effort atteint sur le plan lutte contre la corruption.

Aux uns il serait souhaitable de mettre en place des cellules anticorruption, des panneaux d'affiche sur les comportements à risque dans les universités, de distribuer en masse les extraits de vad mecum de l'ESU, de sanctionné les auteurs de la corruption déjà reconnus. Aux autres, il faut non seulement poursuivre la sensibilisation mais aussi impliquer davantage les autorités publiques pour qu'ils se saisissent du problème en mettant en place des véritables lois, et mécanismes de suivis de l'enseignement supérieur.

Après que les antivaleurs aient gâché la vie des nombreux étudiants de Bukavu pendant de nombreuses années, ces milieux ont besoin de construire des méthodes non violentes pour le changement radical. Pour les étudiants, il s'agit d'apprendre à garder leurs enseignants et les dirigeants académiques responsables de leurs actions en faveur d'une

Éducation de qualité. Ainsi, les étudiants pourront regagner une confiance dans un système éducatif où règne moins des corruptions, moins d'abus social (y compris sexuel).

Pour les enseignants, il s'agit de prendre conscience de leurs responsabilités d'éducateurs en refusant, en dénonçant et sanctionnant les auteurs de corruption et d'abus sexuel.

Dans ce rapport final nous présentons les acquis du projet et les recommandations issues de l'ensemble des activités réalisées.

2. DE LA RATIONALITE DU PROJET.

Une meilleure connaissance sur la façon de faire la lutte contre la corruption et sur la façon de tenir les autorités académiques responsables de leurs actions contribueront à une société universitaire avec moins de corruption et de violences.

En habilitant les étudiants et les enseignants de Bukavu dans la lutte contre la corruption, ils construiront une fondation positive pour la future participation à la vie professionnelle. Le manque des connaissances sur la façon d'influer sur les antivateurs et la prise de décisions, qui affectent la vie des étudiants et de leurs abords, mène à la frustration et devient source de réaction malsaine, qui, dans bien des cas, est une recette des violences récurrentes. Dans un tel contexte, apprendre aux différents acteurs de cesser avec les pratiques de corruption a rendu ce projet encore plus rationnel.

Les étudiants et les enseignants ont compris qu'il est indispensable qu'ils connaissent les systèmes qui régissent la vie académique pour leur permettre d'avoir une plus grande influence dans la lutte contre toute forme d'antivaleur.

Il fut donc nécessaire de chercher des stratégies pour créer des mécanismes durable de lutte contre la corruption sensés aboutir aux changements positifs. La conviction d'IGI est que la communauté universitaire devrait être activement impliquée dans la recherche de ces solutions. Cette conviction fait que nous puissions qualifier ce projet de rationnel.

3. ETAT DE LIEU ET CONTEXTE DU PROJET.

Comme cela a été indiqué dans le rapport de la phase 1 (*septembre-Décembre 2011*), La plupart des universités de la ville de Bukavu ne répondent pas au standard de l'enseignement supérieur. On trouve des universités difficiles à qualifier tant sur le plan infrastructure que sur le plan organisationnel. Pourtant c'est dans ces conditions que sont produits les cadres qui travaillent dans les entreprises et autres organisations qui œuvrent dans la province du Sud Kivu¹.

Ce qui est frappant c'est sont les conditions dans lesquelles se passent les cours. Parfois ce sont les auditoires surpeuplés, parfois insalubres. Pour certaines universités, des efforts sont régulièrement conjugués pour arriver à un minimum d'amélioration. Mais la performance est loin d'être atteinte. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir émerger une culture d'antivaleurs dont la corruption est « la partie visible de l'iceberg ».

Le projet s'est dérouler dans un contexte où les antivaleurs notamment la corruption sont devenues un mode de vie normal dans les universités de Bukavu. Le niveau de sensibilisation doit être encore accentué en vu de permettre une pérennisation des acquis de ce projet.

3.1 Les problèmes attaqués et opportunité saisie.

L'équipe du projet a pris soin d'être pragmatique en attaquant les véritable faits qui ne sauraient justifier en aucune manière un acte de corruption et d'abus sexuel. Ces problèmes se resument au moneyage des points, la vente illicite des syllabus, points sexuellement transmisibles, correction fantaisiste de copies, perte volontaire des copies.

Nous avons saisie l'opportunité de prise de conscience des ces phénomènes par les acteurs académiques et para académiques. Tous sont d'accord que la corruption est un mal qui ronge leurs milieux et qu'il est important qu'on l'attaque pour que l'éducation supérieur retrouve une image moins mal réputée.

¹ Rapport mi-parcours IGI décembre 2011.

3.2. Capacités et vulnérabilités des acteurs impliqués.

On à noter que la jeunesse estudiantine de Bukavu est dynamique et donc capable de promouvoir des actions qui conduisent vers un changement de mentalités dans les universités. Cependant, l'éveil reste encore faible compte tenu des niveaux des risques encourus, l'impunité des auteurs de corruption, et la peur. Ces facteurs rendent les étudiants encore plus vulnérables face à la corruption.

Ainsi, elle se retrouve manipulée par les groupes d'étudiants influents, les enseignants mal intentionnés aux motifs égoïstes qui se transforment en la corruption et en abus sexuel.

Les étudiants et autorités académiques se sont impliqués davantage dans les actions initiées par le projet dans l'espoir qu'il s'agit d'un début d'améliorer l'image de leurs milieux.

4. LES PARTENAIRES DU PROJET.

IGI a pris comme partenaires les universités, les acteurs des médias et les autorités politico administratives. Le niveau de collaboration s'est fait de manière suivante :

4.1 Le Club des journalistes sensibles aux conflits.

IGI a associé le club des journalistes sensibles aux conflits qui a déjà une expérience notamment dans la réalisation des magazines sur le quotidien des congolais. Grace à ce partenaire, nous avons réalisé des reportages impliquant un nombre suffisant des acteurs académiques. Ces reportages vont se poursuivre sous forme de petites actions après la fin du projet en vu de soutenir la pérennisation des acquis du projet.

4.2 Les radios locales.

Les médias de ont été associés au projet. Ce partenariat a permis à IGI d'augmenter le nombre des diffusions des spots publicitaires, des théâtres notamment à

IRIBA FM, RADIO MAENDELEO, RADIO STAR². Des concertations se sont poursuivies pour que ces partenaires prennent le relais dans leurs émissions même après le projet en invitant dans les émissions les acteurs académiques et les étudiants pour débattre de cette question très touchante.

² Reference rapports 1 et 2 IGI.

4.3 La presse écrite.

Il a été publié un article dans Syfia grands lacs sur les phénomènes de corruption dans les universités de Bukavu. Il nous a semblé utile d'exploiter à l'avenir cette stratégie et permettre ainsi une sensibilisation plus accrue. Malheureusement d'autres journaux écrits ne sont pas très lus.

4.4 Les autorités politico-administratives.

Le projet a connu les encouragements par la participation du ministère de la justice, de la santé, et de l'éducation primaire. Les délégués étaient envoyés pour présenter les thématiques dans les ateliers de formation et dans des focus organisés au sein des universités de Bukavu.

4.2 Les universités.

Toutes les activités se sont passées au sein des universités en vue de faciliter l'appropriation des résultats du projet. L'UCB, l'UEA, l'ISP, l'ISTM, l'ISGEA, l'ISDR ont constitué les points de carrefour de ce projet.

5. INTEGRATION DU PROJET AVEC D'AUTRES PROGRAMMES.

Le projet est venu rejoindre le programme large d'éducation civique et citoyenne qu'IGI a déjà entamé. Ce programme renferme les activités d'éducation à la paix, à la gouvernance locale, à la démocratie, à la lutte contre la corruption basé sur une éthique chrétienne.

Nous pensons que des actions en faveur de la jeunesse, notamment dans les universités constituent un véritable moteur de développement économique de toute la province du Sud Kivu.

5.1 Les Thèmes transversaux exploités.

Il s'est avéré que la corruption dans les universités revêtirait plusieurs formes dont on ne pouvait se passer lors des focus et tribunes d'expression. Ainsi, tout en gardant le cap des objectifs du projet, celui-ci a pu exploiter des thèmes transversaux tels que le VIH et autres MST dans les universités. Il a été constaté que certains comportements issus de la corruption exposeraient gravement les étudiants et enseignants à de maladies sexuellement transmissibles.

Les bénéficiaires du projet ont suggérer que la thématique violence soit élargi (y compris dans les écoles secondaires) étant donné qu'il existe non seulement la corruption, mais aussi d'autres formes de violences qui réduisent la qualité de l'enseignement supérieur (injustice, harcèlement, non respect de droit des étudiants).

5.2 La participation

Dans ce projet IGI a mis en place une approche locale susceptible de consolider les actions d'animation, de dialogues des acteurs au tour des problèmes qui ont long temps été à la base de la corruption et autres antivaleurs dans les universités de Bukavu.

L'objectif de cette démarche était de soutenir à travers les acteurs la mise en place des actions de sensibilisation sur la corruption d'abord compte tenu de la situation actuelle de silence permanent sur cette question, ensuite entamer des actions d'interpellation des auteurs, de justice et de répression renforçant ainsi la lutte.

Ainsi, les étudiants et les enseignants se sont engagés dans le leadership du projet en ce qui concerne l'animation des clubs universitaires favorisant le dialogue au tour de la réalité universitaire.

5.3 La prévention des violences et de la corruption.

Il a été fait plusieurs activités de théâtres³, des formations, de focus en vue de prévenir tout acte qualifié de corruption dans les universités.

Toutefois, il faudra que la sensibilisation se poursuive notamment avec des panneaux d'affiches. En ouvrant le débat au tour de cette question le projet a véritablement interpellé les acteurs académiques.

5.4 La protection des victimes d'abus

Pour que les auteurs de la corruption et autres abus soient véritablement sanctionnés, il faut que le niveau de protection de ceux qui dénoncent soit efficace. La peur fait que les victimes de ces antivaleurs demeurent dans le silence au péril de leur réussite académique.

³ Rapports 1 (décembre 2011) et 2 mars 2012

5.5 La répression.

Le niveau de sanction est encore faible dans les universités. Néanmoins, certaines mesures ont été prises par quelques institutions de la place⁴. L'équipe du projet a continué à encourager les autorités académiques qui vont dans le sens de l'amélioration de l'image de leurs institutions.

6. HYPOTHESE ET GESTION DES RISQUES.

Ce projet fut exécuté sur 8 mois, dans un contexte où la corruption dans les universités est devenue le véritable mode de vie.

Grace aux activités théâtrales, aux formations, appuyées par les médias, il a été possible d'appeler les acteurs académiques et para académique à participer aux actions de lutte contre la corruption en faisant appliquer les textes qui régissent l'ESU. Aux étudiants de ne pas corrompre et aux enseignants de faciliter l'intégration de la morale dans le processus de cette lutte.

Néanmoins, IGI note qu'il y a une inquiétude par rapport à la durée du projet. Dans 8 mois, il est tout de même difficile d'apprécier le niveau de changement et d'engagement vers l'abandon de ces pratiques. En principe un tel changement est observable pour une longue période. Le risque est de voir la pérennisation de ces antivaleurs par manque des actions continues. IGI garde l'espoir que ce début sensibilisation en faveur de la lutte contre la corruption est déjà un pas, et va se poursuivre dans les années à venir.

6.1 Gestion des informations.

Les informations issues du projet ont été produites d'abord sous forme des rapports en dure, en suite sous support audio visuel. Par la suite nous le rendons publique soit dans les journaux locaux soit sur notre site internet www.igi-integrity.com.

D'autres rapports plus sensibles ont été rapportés aux autorités académiques pour les encourager de prendre les mesures correctives en faveur de la lutte contre la corruption. Ceci est fait dans l'objectif de respecter l'intimité des acteurs tant du côté des victimes que du côté d'auteur d'abus.

⁴ Idem

6.2 Du sondage et du rapportage des activités.

Les rapports d'activité ont été faits non seulement par l'équipe du projet mais aussi par les points focaux formés dans le cadre du projet. Un mini sondage a été effectué ce mois d'avril 2012 dans l'objectif d'apprécier le niveau de performance atteint par le projet. De ce sondage, on a conclu que le besoin de changement se fait de plus en plus sentir et qu'un accroissement de la sensibilisation est un moyen de dissuader les auteurs d'abus dans les universités.

6.3 Réflexion et apprentissage.

Les réflexions et apprentissages se sont faits sous forme de focus et de formations sur les textes qui régissent l'enseignement supérieur en RDC. Pour que les jeunes de se familiarisent avec les méthodes de lutte contre ces antivaleurs, les formations étaient tenues par l'autorité académique de chaque université impliquée. Cette façon de faire a augmenté l'intérêt de chaque acteur sur la problématique. C'est souvent au cours de ces formations que les acteurs révèlent les formes des pratiques encourues de leurs universités et l'autorité orateur les encourager a venir dénoncer à la direction chaque fois qu'il est observé un abus sur un étudiant.

Les autorités académiques ont estimé être souvent non informées de certains faits très graves qui se passent dans leur juridiction.

6.4 Pérennisation et plan de sortie

Désormais les étudiants et les enseignants sont dits disposés a travaillé, pour transformer leurs milieux en un univers sans corruption ni violence. Il est aussi souhaiter que les décideurs politiques s'impliquent davantage dans les actions visant à lutter contre la corruption dans les universités, la protection des victimes d'abus et la promotion de la liberté d'expression.

A l'issu de ce projet un vaste programme de lutte contre la corruption et les violences vient de voir le jour au sein d'IGI. Ce programme va traiter les questions de corruption dans les universités, les entreprises ainsi que celles de paix, de démocratie et de gouvernance locale.

7. LES THEMES ET LES CONCLUSIONS

Nous offrons avec plus des détails les résultats atteints après huit mois d'exécution du projet. A chaque résultat, nous a avons jugé bon de présenter les conclusions et les suggestions qu'IGI et les bénéficiaires projets offriraient pour que les acteurs académiques soient totalement engagés dans la lutte contre la corruption.

Thème 1. La corruption, une réalité au sein des universités.

Dans l'exécution des activités relatives au projet, il a été constaté que la corruption est une réalité dans les universités de Bukavu. Chaque université vit ses réalités de corruption selon qu'il y a respect ou non des règles qui régissent l'enseignement supérieur en RDC.

D'abord, le phénomène de points sexuellement transmissibles est très ressenti. Ce dernier épingle un grand nombre d'assistants, chefs de travaux et professeurs. Les filles se voient obligées de passer à l'acte sexuel en échange des points. Ainsi, de sobriquets sont donnés aux enseignants qui sont plus réputés dans l'échange de sexe contre point.

Ensuite, le monnayage des points ruine davantage les étudiants et enrichit certains enseignants. Quelques éléments ont permis de d'appréhender de quelle manière est ce que les auteurs de cette pratique le font dans l'exercice de leurs fonctions : vente de syllabus, droit d'auteurs, corruption directe lors des sessions d'examen, injustice dans le système de cotation etc.

En fin, l'impunité face à aux antivaleurs connus sous forme de corruption est si notoire qu'il y a un grand travail à faire pour que ces actes répréhensibles par la loi soient déférés devant la justice.

Conclusions1. A l'issu des activités réalisées dans le cadre du projet, il a été remarqué que la corruption dans les universités est une réalité qui date de longue date. Elle s'inscrit dans un contexte global de la société congolaise dont le niveau de corruption et d'autres formes d'antivaleur prime dans le jugement du niveau de performance.

Recommandations

- Accroître le niveau de sensibilisation sur la corruption grâce à des activités culturelles dans les universités ciblées par le projet.
- Accroître le niveau de dialogue entre acteurs académiques et para académique pour brisez le silence qui règne autour de la corruption.

Conclusion 2. Les professeurs, les assistants ayant pris part aux activités du projet ont adhérer a l'initiative d'organiser des activités qui peuvent apporter un changement dans les milieux universitaires. Pour eux l'action devrait être élargie dans les écoles secondaires pour que la jonction avec les universités produise un résultat significatif.

Recommandations

- Capitaliser l'engagement déjà entamé par les corps académiques grâce aux forums d'échange et de système d'encouragement d'honneur. Plus on en parlera, plus l'éveil sera ressenti dans la prise de conscience.
 - Encourager la prise en conscience du mal pour bien agir grâce à un appui pouvant promouvoir une inclusion de la lutte contre la corruption dans chaque étape de la prise de décision dans les universités.
-

7.1. La corruption chez les professeurs attirés.

Globalement, les professeurs sont retissant en matière de corruption!!! Toutefois, ceux cités dans les antivaleurs jouissent d'une grande influence au sein des universités et disposent souvent de beaucoup des cours. Ainsi, un ou deux professeurs suffisent pour créer d'énormes dégâts et sapper l'honneur de leurs collègues.

Pr le prof Busane (*Fac de droit UCB*), il reste difficile punir les collègues professeurs tant leur influence est grande. De même, il y a peu des preuves pour prouver d'un acte de corruption dans l'université. Cette difficulté s'avère encore plus grande quand il s'agit d'un acte de harcèlement sexuel⁵. Il reste vrai que bon nombre des professeurs sont intouchables en matière de corruption quand bien même ils sont cités dans ces actes compromettants.

7.2. La corruption chez les chefs des travaux

Faute des fonds alloués à la recherche pouvant conduire à une thèse doctorale, certains assistants sont passés au rang de chef de travaux.

Le résultat sur terrain montre que ceux-ci se retrouvent en marge du cercle académique. Très souvent démotivé par le goût de la recherche et des conditions de vie qu'ils mènent. « *Alors, ils vendent des syllabus très anciens, ou alors ils sont cités dans les actes de compromission telles que l'échange de points contre sexe* ».

L'équipe du projet n'a pas trouvé un seul d'entre eux qui soit satisfait par le salaire reçus dans les universités de la ville de Bukavu.

7.3 La corruption chez les Assistants

Alors qu'ils devraient avoir une marge de manœuvre réduite dans l'enseignement supérieur, les Assistants occupent le premier rang en matière de corruption en milieux universitaires.

Ceux-ci, ne jouissent pas d'une bonne réputation chez les étudiants. La liste de leurs forfaits va de la correction fantaisiste des copies, à l'échange des points contre sexe.

⁵ Rapport IGI, Prof Busane, Atelier sur le Vad Mecum de l'ESU, UCB Nov2011.

Un tel état de fait n'est que normal car beaucoup des professeurs rencontrés affirment n'être pas satisfait des conditions de vie dans l'enseignement supérieur. Ils sont donc obligés de laisser les cours aux assistants pour travailler ailleurs (*dans la politique souvent*). Concrètement, le niveau de contrôle sur les assistants est trop faible dans les universités.

Thème 2. Phénomène « manque de cote au sein des universités ».

Au cours de cette première phase du projet, 12 focus ont été organisés dans les universités. Il a été constaté qu'il n'est pas du tout facile de vivre les scènes qui se passent lors d'affiche des résultats des étudiants. Plusieurs causes ont été identifiées, dénoncées et transmises aux autorités académiques.

7.4 Causes réelles de manque de cote dénoncées par IGI.

- ✓ Absence d'étudiants sur les listes

Dans certaines universités, il a été constaté que les listes d'étudiants ne sont pas complètes. Beaucoup des noms manquent sur ces listes. Ainsi, lors d'affichage des cotes ou de remise des fiches de cotes aux professeurs, certains noms ne ressortent pas. Cela témoigne d'une mauvaise volonté car globalement ces universités ne comptent pas plus de 3000 étudiants en moyenne. Ce fait a été rapporté aux autorités académiques en vue de mesures correctives.

- ✓ Moyen efficace pour corrompre

Les témoignages lors des focus et autres rencontres, montrent que dans certains cas le manque de cote offre une opportunité de rencontre entre les professeurs et les étudiants concernés. Certaines copies ne sont pas délibérément mises à l'écart pour faciliter un acte de corruption ou d'échange de sexe. L'étudiant qui n'a pas de cote est souvent obligé de chercher l'enseignant car l'administration ne rassure pas souvent le règlement de ces cas en faveur de l'étudiant.

De même, certains étudiants évitent passer l'examen afin d'être assimilés aux ajournés. Sachant qu'ils ne pourront pas réussir l'examen

du jour mais qu'un contact avec le prof, pourra donner plus des chances de réussite.

- ✓ Non paiement des syllabus ou de droit d'auteur.

Bien que le syllabus ne soit pas obligatoire dans les universités, le non paiement de celui-ci est à la base de plusieurs forfaits commis par les titulaires des cours. Très souvent les étudiants qui n'ont pas respecté l'ordre donné par les professeurs se voient privés de cotes et ne savent pas comment régler leur problème. Parfois, les enseignants doublent le prix de ceux qui n'ont pas payé en guise de punition.

- ✓ Les appariteurs auteurs d'abus

Certains appariteurs se livreraient à une manipulation des cotes d'étudiants offrant parfois des résultats incorrects. Cette pratique a été remarquée dans certaines universités où les cotes des étudiants ne sont pas protégées. Ainsi, les abus seraient entretenus non seulement par les enseignants mais aussi par certains agents de l'administration des universités.

7.5 Règlement des cas de perte de notes

Durant cette première phase du projet, il a été relevé et dénoncer les différentes manières de règlement de cas des pertes de copies dans les universités de Bukavu. Certaines pratiques difficiles a accepter sont pourtant réelles et cause d'énormes préjudices aux acteurs académiques.

- ✓ *Les SMS*

Dans certaines universités le règlement de cas de perte de copies se fait par sms. Le titulaire du cours qui est interpellé par le secrétaire général académique de cas de manque de cote estime souvent avoir tout remis au jury. Celui ci s'estimant trop occupé par autres choses pour s'atteler à la recherche de solution des points, n'a de choix que d'envoyer les points grâce à un sms. Vérité ou mensonge, nul ne doute que cette pratique témoigne d'un manque de sérieux dont font preuve certaines autorités académiques au mépris des étudiants.

« Cette année, j'ai manqué des cotes dans deux cours, J'étais obligé d'appeler les deux enseignants concernés au téléphone pour savoir c'est quoi le problème. Ils ont dits qu'ils vont régler mon cas. Séance tenante, les deux enseignants

m'ont envoyé les cotes par **sms**. C'est fut pour moi un grand étonnement de recevoir mes cotes au téléphone» il y a aussi beaucoup d'étudiants dans cette situation⁶

Un tel témoignage s'est observer dans beaucoup d'universités et on est loin d'atténuer ce phénomène.

✓ *Le raccourcit du 6/10*

Souvent dépassé par l'ampleur du problème, le jury se résigne à donner 6/10 aux étudiants qui manquent des cotes dans une matière. Dans les débats menés avec les professeurs et assistants, il a été relevé que c'est une manière rendre justice aux étudiants qui ont réellement passé l'examen. Toutefois, il n'est pas sûr que ce soit le mérite des étudiants, car dans ce cas il n'y a pas des preuves.

Globalement, il n'a pas été relevé des mesures correctives a l'encontre d'enseignants qui font cette pratique. Les secrétariats généraux considèrent souvent le 6/10 comme une punition infligée aux enseignants.

✓ *Ajournement injustifié*

C'est le cas le plus vécu par les étudiants lors de manque de cote. Souvent il n'est pas facile d'établir la responsabilité d'un cas de perte de copies. Ainsi, les perdants sont les étudiants qui sont obligés de reprendre le cours sans espoir d'avoir la même note. Ces genres de cas aboutissent parfois à un traumatisme qui conduit certains étudiants à abandonner les études supérieures ou de changer d'établissements.

Tout compte fait, le résultat du projet montre que l'organisation d'examens dans les universités pose encore de grave problème.

⁶ Rapport focus, IGI-octobre 2011

Conclusions1. Le manque de cote n'est pas une mention prévu par le système de cotation en RDC.

Recommandations

- Accroître la surveillance de système de cotation grâce à une organisation sérieuse des examens.
- Donnez plus des moyens au jury pour que tous les cas anormaux soient relevés avant l'affichage des résultats.

Conclusion 2. Les règles qui régissent l'organisation des examens ne sont pas connues par les acteurs académiques. Les étudiants ne savent pas s'appuyer sur ces règles pour réclamer leur droit.

Recommandations

- Poursuivre les formations sur le vademecum de l'enseignement supérieur à l'intention du corps professoral.
- Vulgariser l'extrait des textes sur l'organisation d'examen et de règlement de contentieux.

Conclusion3

Globalement le cas de perte de copies est issu de règlement de compte entre professeurs et étudiant.

Recommandations

- Instaurer un système de sanction à l'égard des enseignants auteurs de pertes volontaires des copies.
- Promouvoir les assurances qualités dans les universités pour que l'appréciation interne serve d'élément incitant à la bonne pratique.

Thème 3. La vente de syllabus

Le syllabus est un support important pour l'enseignement supérieur en RDC. Celui-ci vient compenser la faiblesse des bibliothèques des universités car les étudiants n'ont pas des moyens pour se procurer des livres et bien préparer leurs matières.

Malheureusement, la réalité montre que ces syllabus ne sont pas du tout censurés par les services académiques. En plus, ils sont devenus un véritable fonds de commerce pour certains enseignants. Le coût de syllabus varie entre 5 et 10 dollars. Ainsi, cet argent sert à suppléer le coût d'impression des documents.

Les témoignages sur terrain montrent que la vente des syllabus est un moyen d'enrichissement des certains enseignants. Le revenu issu d'une vente dans une promotion avec beaucoup d'étudiants va au-delà de 500\$. Raison valable pour encourager cette pratique car le niveau de salaire des enseignants reste trop bas.

Souvent il ne s'agit pas d'une publication authentique mais plutôt d'une collection des livres copiés qui forme le syllabus. En principe, les services académiques devraient surveiller de près cette pratique car ça décourage l'esprit de recherche.

Les étudiants sont mal placés pour dénoncer les abus qui tournent au tour de la vente de syllabus. Les secrétariats généraux académiques ont été appelés à sanctionner l'enrichissement de certains enseignants par la vente de syllabus.

Conclusions1.

Il a été suffisamment démontré que la vente de syllabus n'est pas obligatoire dans les universités en RDC.

Recommandations

- Accroître le niveau de sensibilisation dans les universités sur la vente de syllabus grâce à des affiches régulières ou des panneaux d'information générale.
- Mettre en place un comité de surveillance d'abus au tour de la vente de syllabus.

Conclusion 2. Certains enseignants souhaitent dispenser un cours dans les promotions de premières années pour bien vendre leurs syllabus car le nombre d'étudiants y est suffisamment grand.

Recommandations

- Protéger les étudiants des promotions débutantes grâce à des séances d'information sur la pratique universitaire.
- Sanctionner les auteurs de la vente illicite de syllabus dans les universités.

Conclusion3

Le refus d'achat de syllabus dans les universités est à la base de manque de cote dont on observe lors de l'affichage des résultats annuels.

Recommandations

- Instaurer un système de sanction à l'égard des enseignants auteurs de pertes volontaires des copies au motif de non achat de syllabus.

Thème 4. Les Points Sexuellement Transmissibles.

Alors que les violences sexuelles sont plus attribuées aux groupes armés, celles-ci se sont rependues dans la société au point qu'il n'est pas rare d'attendre un cas de harcèlement ou de viol dans le quartier, dans les entreprises et autres organisations de la ville de Bukavu.

Dans les universités ciblées par le projet, le phénomène a pris le nom de « point sexuellement transmissible » pour bien exprimer son ampleur. Non seulement les filles se servent du sexe pour corrompre, mais aussi et surtout, certains enseignants animés d'un esprit de viol se servent du sexe comme moyen de pression.

Alors qu'un niveau élevé de négligence s'observe sur les autres cas de corruption il est tout à fait inadmissible qu'un silence soit observé sur cette question de points sexuellement transmissibles au vu de ses dégâts énormes.

Les professeurs contactés à ce sujet ont noté qu'il n'y a pas souvent des preuves pour affirmer un cas de viol ou de harcèlement sexuel commis à l'égard d'étudiantes. La personne lésée préfère garder silence pour couvrir son honneur. Par contre, certains noms d'enseignants sont revenus dans plusieurs universités sur les forfaits qu'ils commettent.

L'accent mis sur ce point lors des différentes tribunes d'expression organisées a permis d'ouvrir le débat pour briser le silence qui règne au tour de cette question. Ainsi, beaucoup de professeurs ont adhéré au projet dans le sens de la dénonciation et de l'interpellation continue des autres cadres d'universités.

Conclusions1.

L'acte sexuel en échange des points est qualifié de viol.

Recommandations

- Fournir une assistance technique pour accroître le niveau de sensibilisation sur les formes de harcèlement et de violences sexuelles dans les universités.
 - Fournir une protection aux personnes qui dénoncent les violences dont elles sont victimes.
-

Conclusion 2. Beaucoup des professeurs se couvrent entre eux des abus qu'ils commettent à l'égard des étudiantes.

Recommandations

- Fournir une assistance technique aux autorités académiques sur le plaidoyer, la dénonciation et la répression des cas de viol ou de harcèlement sexuel.
 - Sanctionner les auteurs de cas de viol.
-

Conclusion3 Le vad mecum de l'enseignement supérieur et universitaire n'est pas connu par les professeurs et les assistants.

Recommandations.

- Fournir une assistance technique et financière pour vulgariser suffisamment le texte de vad mecum de l'ESU dans les universités.
 - Etablir un partenariat subtil avec le ministère de l'ESU pour accroître le niveau de sensibilisation sur les formes de violences et de harcèlement sexuel vécu dans les universités.
-

Thème 5. Faibles mécanismes de suivis du gouvernement dans la gestion des universités.

Dans une large mesure, il a été remarqué que le pouvoir public ne met pas assez des mécanismes suivis des lois et règlements. Les acteurs ayant pris part aux activités du projet estiment que les quelques initiatives faites dans le cadre de la lutte contre les antivaleurs dans les universités ne sont pas assez soutenues par l'administration publique.

Certes le ministère de l'ESU s'emploie à publier des mesures académiques chaque année et l'envoi aux établissements universitaires. Cependant, le ministère se révèle trop éloigné des réalités locales et le gouvernement provincial n'exerce pas assez d'influence sur les universités.

Ainsi, nous pouvons conclure que les textes qui régissent l'enseignement supérieur ne sont pas bien appliqués dans les universités de Bukavu.

Conclusions1.

Le pouvoir public fait preuve de peu de mécanismes de suivi dans l'encadrement de l'enseignement supérieur à Bukavu.

Recommandations

- Fournir une assistance technique aux instances publiques pour la prise en compte des universités dans les décisions.
- Appuyer la justice locale à se saisir des cas de corruption et de violences en milieu universitaires.

Conclusion 2.

Les textes qui organisent l'enseignement supérieur ne sont pas vulgarisés.

Recommandations

- Fournir une assistance technique aux autorités académiques pour vulgariser le vademecum de l'ESU.
- Accroître le moyen financier pour l'acquisition et la distribution des manuels de gestionnaire des établissements supérieurs.

Conclusion3

Le partenariat public privé dans le domaine de l'ESU n'est pas effectif.

Recommandations

- Accroître le niveau de partenariat public privé.
- Organiser de séminaires impliquant les acteurs privés et publics sur la question de la corruption et violence sexuelles en milieu universitaires.

8. LES INDICATEURS DE PERFORMANCES DU PROJET

8.1 Engagement des étudiants.

L'engagement des étudiants s'est observé sur le fait qu'ils ont accepté de dénoncer les abus dont ils sont victimes au cours des différents ateliers et tribunes d'expressions. Toutefois, ils soulignent que le niveau de protection de ceux là qui accepteraient de témoigner et d'apporter les preuves qui mettent en cause certains enseignants demeure faible.

L'unique moyen de faire passer le message au travers les étudiants c'est la sensibilisation des masses sous forme des théâtres. Ainsi des simulations de justice ont été faites et attirent de plus en plus de curiosité. En plus s'en est suivi, des focus sur la corruption qui ont été animés par les étudiants et les autorités académiques sous l'accompagnement d'IGI.

8.1.1 Les théâtres.

Les théâtres ont été réalisés par institution avec des thèmes divers selon qu'IGI relevait le degré d'antivaleurs dans chaque institution.

Tab1 Nombre de scène théâtrale sur la corruption

	Institution	Nombres de scènes joués	Accueille
1	UCB	3	Très favorable
2	UEA	1	Très favorable
3	UNIC	2	Favorable
4	ISP	2	Très favorable
5	ISDR	1	Très favorable
6	ISTM	1	Très favorable

Source : rapport agora judiciaire IGI⁷

Résultats

A cause de la dénonciation des antivaleurs grâce aux théâtres, une institution a dû suspendre ces théâtres au motif qu'ils mettent en danger la crédibilité des certains enseignants cités par les étudiants.

⁷ Rapport condensé sur les agoras judiciaires projet IGI-DDC.

Conclusions1.

Les théâtres sont un moyen efficace d'expression des étudiants. Ils permettent de créer un climat de dialogue sur les antivaleurs observés.

Recommandations

- Accroître les moyens financiers permettant d'appuyer les activités théâtrales portant sur les formes de corruption dans les universités.
- Joindre aux théâtres des panneaux d'affiche dans les universités avec de thèmes divers.

Conclusion 2.

Les théâtres offrent une vision large de la vie communautaire, elles peuvent être une voie de sensibilisation sur les MST issu de rapports sexuels dans les universités.

Recommandations

- Nouer un partenariat avec d'autres projets portant sur la santé pour sensibiliser les étudiants sur le VIH et les MST.
 - Joindre aux théâtres, les panneaux d'affiches sur le comportement à risques.
-

8.1.2 Les focus

A cotés des théâtres, les focus sur la corruption ont été organisés, mettant en dialogue les étudiants et les professeurs. C'est surtout au cours de ces activités que des graves révélations ont mises en lumière par les étudiants. On note aussi que c'est fut l'occasion pour les assistants d'interpeller leurs professeurs sur la solidarité dont ils font preuve pour se protéger quand ils sont auteurs des plusieurs antivaleurs dont les abus sexuel.

Tab2. Nombre des focus réalisés

UNIC	UCB	UEA	ISDR	ISP	Commun	ISTM
2	2	1	1	2	3	1

Source : rapport sur le focus

Résultat.

- Les étudiants ont témoigné d'un cas de contamination du VIH entre enseignant et étudiant qui a fait objet d'un conflit entre la famille et l'enseignant de la dite université.
 - Les étudiants de toutes les universités ont promis de dénoncer la corruption à condition qu'ils se rassurent d'une protection de la part d'IGI pour qu'ils ne perdent pas inutilement l'année académique.
 - Les étudiants estiment que c'est la première fois qu'ils trouvent l'occasion de discuter directement avec les autorités académiques sur un thème aussi sensible dont personne ne veut parler.
-

Conclusions1.

Les focus permettent d'instaurer un climat de dialogue entre les étudiants et les enseignants et briser ainsi le silence.

Recommandations

→ Fournir une assistance technique pour organiser le focus régulièrement dans les universités.

Conclusion 2.

Grace aux focus, les enseignants interpeller progressivement avoir peur.

Recommandations

→ Fournir une assistance technique à l'animation des focus dans les universités.

8.1.3 Les spots publicitaires.

Les spots publicitaires ont été diffusés sur 3 radios et ont porté sur les aspects les plus frappants de la vie universitaire que nous avons développés sous forme des thèmes. (Vente de syllabus, échange des points contre sexe, monnayage des points, autres harcèlement sexuel par les enseignants)

Tab 3. Radios ayant couvert les spots d'IGI

	Radio	Période couverte	Nombre de diffusion
1	Radio star	2 Mois	45 diffusions
2	Radio maendeleo	3Mois	80 diffusions
3	Radio Iriba FM	2 Mois	30 diffusions

Source : *Rapport d'activité IGI- projet DDC.*

Le choix des médias a été fait sur base de l'audience que chacune des radios couvre et des couts à supporter. Chaque média diffusait l'ensemble des thèmes, ce qui a fait un écho favorable du projet favorable.

Résultat

Grace aux spots publicitaires, il a été possible de faire attendre à un public assez large le message du projet. Des réactions ont été recueillies progressivement par les points focaux et l'équipe du projet. Les spots ont été accompagnés par les émissions radios pour que l'action soit plus globale.

8.1.4 Les émissions Radios

En vu de pérenniser l'action et de recueillir encore plus de témoignages, IGI a plus l'option de nouer les partenariats avec les émissions axées sur la jeunesse.

Les activités radiophoniques portées non seulement sur les thèmes exploitées dans les spots, mais aussi et surtout sur ceux qui ont été joués dans les théâtres et de focus pour leur donner plus d'échos au près du public.

8.1.5 Les émissions télévisées

La corruption et les violences étant des thèmes sensibles, surtout dans les universités, IGI n'a pas trouvé opportun de faire des émissions télévisées dans la première phase. Un documentaire est entrain d'être réalisé en vu d'une diffusion plus efficace, avec des témoignages réels.

8.2 Engagement des professeurs et corps académiques.

Les professeurs et assistants se sont progressivement engagés dans la lutte contre les antivaleurs ci haut cités. Ils soulignent que l'ouverture d'un débat pour briser le silence est une bonne chose car jusqu'à présent on ne sentait pas vraiment qu'il y a d'individus qui s'occupent de cette question. Pour un

professeur de l'ISDR, « il faut qu'il y ait des cafés pédagogiques chaque mois, où les autorités discutent uniquement des questions sensibles de la vie dans les universités ».

Tout en reconnaissant que la faute revient en grande partie aux enseignants, ceux-ci estiment que la responsabilité est plutôt partagée de deux cotés (*étudiants et enseignants*).

Il faut aussi comprendre que le secteur universitaire est tout comme les autres plongé dans un système de corruption global. Il faudra donc beaucoup des moyens et d'efforts pour arriver à observer des changements positifs.

8.2.1 Quelques mesures répressives encouragées par IGI

Le tableau ci dessous reprend quelques mesures de répression qui ont pu être prises l'année passée pour décourager les pratiques de la corruption. Ces mesures ont été rapportées par les autorités académiques lors de différentes tribunes d'expressions. Les points focaux quand eux ont continué à dénoncer d'autres cas dont le projet poursuit le plaidoyer en faveur d'une prise de décision.

	Institution	Mesures prises
1	ISP	2011 Renvoi d'un professeur pour cause de corruption et autres pratiques de mauvaises mœurs perpétrées au sein de l'institution ⁸ .
2	ISP	2011 Renvoi d'un chef de travaux en philosophie, pour sa pratique connue sous le vocable « sac de riz ». celui-ci faisait de l'échange de sac de riz contre les points. 2012. Interdiction d'habillement provocatrice chez les filles au motif de protection de la morale pour les futures enseignantes.
3	UNIC	2011 Renvoi d'un assistant en économie appliquée pour pratique de la corruption. celui-ci faisait passer les listes pour collectée l'argent auprès des étudiants ⁹ .
4	ISDR	2011 Renvoi d'un assistant pour cause de corruption.

Source : tribunes d'expression IGI 2011

Toutefois, IGI a fait part de son inquiétude sur la manière dont les décisions ont été prises. Il a été souligné que ces enseignants ont été cités pendant plusieurs années comme auteurs de cas de corruption. De même, le simple

⁸ Référence, Prof Samson Ruhekenya, Tribune ISP-IGI Octobre 2011

⁹ Référence Focus IGI-UNIC, Octobre et Novembre 2011

fait de le renvoyer n'a pas du tout découragé les autres qui sont encore plus cités. Ainsi, il faudra aller plus loin dans la répression pour que les mesures prises ne soient sabotées par les autres.

8.2.2 Les formations sur le vad mecum de l'ESU

Au total trois formations portant sur le vad mecum de l'ESU ont été organisées au cours de ce projet. Ces formations ont regroupé l'ensemble d'assistants points focaux du projet dans les universités mais aussi d'autres qui se sont senti interpellés par le sujet. Au cours de celles-ci, il a été relevé qu'un groupe important n'a pas des connaissances suffisantes sur les textes qui régissent l'ESU.

Les participants sont restés sur la soif de pouvoir disposer de texte en vu de pouvoir suffisamment l'exploiter. IGI à procéder à la distribution des extraits du vad mecum au cours de la deuxième phase, mais aussi entrée en contact avec les instances supérieur de l'ESU pour une meilleure vulgarisation.

8.3 Plaidoyer auprès des Ministères et autres divisions.

Malgré les contacts menés par IGI pour impliquer les ministères publics dans la lutte contre la corruption, il semble que les efforts doivent être doublés pour avoir un engagement profond de ceux-ci.

Ils sont tellement loin de la réalité qui est vécues dans les universités qu'il faudra plus de temps et de mobilisation en fin que des textes soient proposés en faveur de la restauration de la justice en milieux universitaires.

Notons aussi que les universités ne dépendent que de Kinshasa. Ce qui rend parfois difficile l'implication des autorités locales dans la gestion de leurs affaires.

9. VERS UNE DENONCIATION PLUS ACCRUE DE LA CORRUPTION

Briser le silence qui règne au tour de la corruption et autres antivaleurs dans les universités de Bukavu s'est avéré possible. Il est vrai que le niveau de sanction appliqué aux auteurs de la corruption reste encore faible. Toutefois, une dénonciation plus accrue ferait prendre conscience à la communauté.

9.1. Renforcement du dialogue entre étudiants et autorités.

IGI a pris soin de promouvoir le dialogue entre les étudiants et les autorités académiques. Ceci a été possible car certains étudiants étaient souvent invités dans les activités organisées pour le compte des enseignants. Une telle démarche a aidé à positiver l'image entre les acteurs du secteur d'enseignement en vue de les amener à un engagement cohérent.

9.2 Utilisation des boîtes à suggestion

La peur a été identifiée comme principal frein à la dénonciation du phénomène de corruption, surtout du côté des étudiants. Certaines institutions dont l'ISTM ont proposé l'installation des boîtes à suggestion pour accroître le niveau de dénonciation.

Une telle démarche a été perçue comme réelle volonté des autorités académiques dans la lutte contre la corruption.

9.3 Utilisation des panneaux d'information publique.

Les acteurs du secteur universitaire trouvent utile l'implantation des panneaux d'information publique sur le comportement à risque lié à la corruption. Ces panneaux d'affiche peuvent aussi bien véhiculer le message de lutte contre la corruption que ceux liés aux questions des maladies sexuellement transmissibles dans les universités.

10. NIVEAU DE PRIORITE D'AGIR SUR LA CORRUPTION.

Toutes les autorités académiques impliquées dans le projet soulignent qu'il est désormais possible d'agir sur les actes de corruption en sanctionnant les auteurs. Toutefois, ils notent que la sensibilisation doit se poursuivre pour que l'écho soit large.

Pour ces autorités, la sensibilisation est une forme de dissuasion des auteurs qui seraient tentés de commettre ces antivalleurs.

11. INITIATIVES DES ACTEURS DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Grace au projet certaines initiatives commencent à être prises par les acteurs.

Tab 3 : Initiatives présentées par les acteurs universitaires.

	Initiative présentée	Auteurs
1	Vulgariser les règlements des examens à travers deux séminaires	Etudiants des l'UCB
2	Production théâtrale pour la dénonciation des formes de violences et d'abus sexuel à l'égard des jeunes.	ISDR
3	Organisation d'un séminaire sur l'assurance qualité	ISP

12. APPEL A L'IMPLICATION DE L'AUTORITE PUBLIQUE

L'une des causes citées comme à l'origine de la corruption dans les universités fut le faible niveau de salaire des enseignants. En résolvant cette difficulté, les enseignants espèrent arriver à mener une vie décente et être à l'écart de la corruption. Ainsi, un appel a été lancé par les enseignants vers l'autorité publique pour qu'elle se saisisse des phénomènes d'antivaleurs dans les universités et comprendre les vraies causes de ceux-ci.

13. VERS UN ENGAGEMENT DES ACTEURS

Au terme de ce du projet, l'équipe a senti un souci des autorités académiques d'aller vers un engagement cohésif dans la lutte contre la corruption. Ce souci s'est manifesté par l'échange d'expériences dont les autorités académique voudraient commencer à faire dans l'avenir.

Tab 4 : Echange d'expérience sur la corruption et mesures prises

	Institution	N ^{bre}	Thème
1	ISDR, ISP, UCB, UEA, UOB, ISTM, UNIC, USK	1	Echange d'expériences sur la corruption dans les universités de Bukavu

	Institution	Mesures prises
1	ISP	En 2011 Renvoi d'un professeur de Philosophie pour cause de corruption et autres mauvaises pratiques perpétrées au sein de l'institution ¹⁰ .
2	ISP	En 2011 Renvoi d'un chef de travaux en philosophie, pour sa pratique connue sous le vocable « sac de riz », celui-ci faisait de l'échange de sac de riz contre les points.

¹⁰ Rapport Tribune ISP-IGI Octobre 2011

3	UNIC	En 2011 Renvoi d'un assistant en économie appliquée pour pratique de la corruption. celui-ci faisait passer les listes pour collecter de l'argent auprès des étudiants ¹¹ .
4	ISDR	En 2011 Renvoi d'un assistant pour avoir falsifiée les cotes en faveur d'une étudiante.

Source : tribunes d'expression IGI 2011

14. OPPORTUNITES/QUE FAIRE ?

Au terme de ce projet, nous pensons qu'il existe désormais des opportunités qui permettent de mettre en place des initiatives en faveur d'une communauté universitaire épanouie où peut exister la justice sociale.

Ces opportunités peuvent se résumer en quelques points ci-dessous :

Tab 6 : Volonté d'agir chez les acteurs académiques.

Acteurs	Niveau d'action	Que faire ?
Chez les enseignants	Volonté de participation dans les actions de lutte contre la corruption notamment en s'engageant à dénoncer et à témoigner contre les auteurs.	S'approcher davantage des enseignants en les formant et en les sensibilisant.
Chez les étudiants	Participer dans les actions de sensibilisation et témoigner en cas de progrès réel dans la prise en conscience du mal par les autorités	Sensibiliser davantage les étudiants sur les comportements immoraux
Chez les parents	Encouragement des actions de lutte contre les antivaleurs dans les universités.	Encourager l'éducation familiale grâce aux spots publicitaires et aux séances d'information.
Ministères publics	Implication dans les actions du projet car novatrices dans les milieux académiques.	Faire adhérer l'Etat dans la thématique corruption dans les universités.
ONG Partenaires en SGBV	Encouragement d'IGI à exploiter cette thématique nouvelle dans les questions de formes de violences.	Exploiter cette thématique car mettant en lumière l'ampleur des violences dans la société congolaise.
Média	Volonté de poursuivre l'action grâce à des émissions orientées vers la communauté universitaire en impliquant d'autres acteurs (parents, Etat)	Encourager les médias et les journalistes intéressés par la question de corruption et violences.

¹¹ Rapport Focus IGI-UNIC, Octobre et Novembre 2011

CONCLUSION

A l'issu de ce projet, IGI n'a pas la prétention d'avoir épuisé les thèmes qui seraient susceptibles d'être exploités en vu de promouvoir les bonnes valeurs dans les universités de Bukavu. Néanmoins, il s'est agit d'un début très significatif dans la lutte à faire au sein de ces milieux. La première phase de ce projet a été consacrée à l'implantation dudit projet dans les universités pour qu'il soit installé un climat de dialogue au tour d'un thème aussi sensible.

D'abord, l'équipe du projet a pris soin de visiter les autorités académiques et les expliqués sur les résultats d'enquête ayant conduit à l'élaboration du projet. De toutes les universités visitées, chacune a accepté que la corruption et les violences sont une réalité, mais que parfois il est difficile d'avoir les preuves. De même, cet état de fait, serait dû à une impunité grave et un relâchement du secteur d'enseignement par le gouvernement.

En suite, grâce à des formations des points focaux et aux ateliers de réflexion sur divers thématiques, les autorités et les étudiants ont pris du temps pour affirmer leur engagement dans la lutte qu'IGI vient d'initier tout en émettant une crainte sur l'insuffisance des moyens et du niveau de protection dont jouiront ceux qui auront dénoncé ces antivaleurs. Ainsi, il faudra accroitre le niveau de sensibilisation et de dialogue pour briser le silence et offrir un passage à l'expression.

En fin, les théâtres, les émissions radio et les spots publicitaires ont servis de relais d'information sur les thèmes prévus dans le projet. Les avis de l'audience ont été recueillis, les un dans le sens d'étendre les projets dans les zones reculées et dans les écoles secondaires compte tenu de l'ampleur du phénomène, les autres pour sensibiliser davantage en vu de persuader les auteurs des antivaleurs à cesser sous peine de sanction.

L'ampleur du travail déjà réalisé et du défis à relever nous pousse à doubler de vigilance et a faire appel aux partenaires intéressé dont la DDC dans l'incitation à l'implication de tous les acteurs de la société à l'engagement à cette cause.

Fait à Bukavu, le 30 Avril 2012.
Martin ZADIG NZABARA

IGI country director.